



Communiqué de presse

Appel pour une véritable gestion publique de l'eau.

Nous défendons résolument le droit inaliénable à l'eau comme bien commun en engageant un processus d'appropriation sociale de la gestion de l'eau et de l'assainissement.

Nous accompagnerons la gestion publique de l'eau et les collectivités territoriales compétentes afin de leur permettre d'en assurer la maîtrise publique et donc le contrôle par les citoyens, les élus et les usagers : la rencontre de Martigues le 22 mars 2017 est un moment de débat autour de ce bien commun.

Les collectivités devraient pouvoir décider par exemple la gratuité des mètres cubes nécessaires à la vie, la facturation progressive des ménages ou encore des tarifs différenciés entre les ménages, les usages agricoles et industriels.

Nous visons à constituer un grand service public de l'eau qui vienne en appui aux collectivités locales.

Il pourra mutualiser les moyens et les investissements. Il reposera sur une organisation décentralisée et contrôlée démocratiquement par les collectivités, les usagers et les salariés.

L'Etat devra intervenir contre la marchandisation de l'eau en mettant en place un mécanisme de péréquation nationale pour permettre des tarifs d'accès égaux au m³, avec l'objectif que les dépenses d'eau par famille n'excèdent pas 3% de leurs ressources conformément aux recommandations de l'OCDE.

Nous proposons la création d'un grand service public de l'eau permettant de sortir du modèle économique qui fait supporter aux usagers, sur leur facture, l'essentiel des défis environnementaux et les futures investissements nécessaires à la distribution et au traitement de l'eau, grâce à de nouvelles modalités de financement.

Pour cela nous souhaitons également créer une filière publique des métiers et de la recherche sur l'eau et l'assainissement. En tant que forces politiques progressistes et en lien avec nos élus nous porterons les propositions dans le débat national de la présidentielle et des législatives en 2017 mais aussi au niveau européen.

En PACA et notamment à Marseille nous proposons la création d'une SPL (société publique locale) pour faire échec à la privatisation de l'eau sur l'aire métropolitaine marseillaise.

Nous poursuivrons le travail engagé pour dénoncer les DSP et leurs effets.

Corinne Dupont Responsable « Ecologie & environnement » PCF13

Christian Pellicani Conseiller métropolitain

Contact secretariat@pcf13.fr 04 95 05 10 10